



**L'humanisme ou la mort**

Selon Hugo Chavez, le mouvement altermondialiste doit choisir entre le socialisme ou la mort. Les initiatives et le courage du chef d'état vénézuélien méritent le respect et l'admiration.

Pourtant, en reprenant à son compte la phrase de Rosa Luxembourg ne s'est-il pas trompé d'époque ou, à tout le moins, a-t-il bien considéré les différents niveaux de développement économiques et institutionnels qui séparent, par exemple, l'Amérique Latine de l'Europe ?

S'il est incontestable que seule une politique ferme et même parfois brutale est en mesure de libérer des pays comme le Venezuela du pillage organisé depuis des décennies par les Etats Unis, le souvenir brûlant des erreurs commises par les dirigeants des pays de l'Est voici quelques années sont encore dans toutes les mémoires.

Le mouvement altermondialiste ne se résume pas à sa composante sociale. Le respect des droits de l'homme, la sauvegarde de l'environnement, l'avènement d'une véritable égalité hommes/femmes sont des objectifs tout aussi essentiels. Pour que ce monde avance, il est très important que les gouvernants favorables à nos idéaux s'en souviennent : c'est la justice sociale qui est une des composantes du mouvement altermondialiste et non l'inverse.

Quant à l'égalité homme/femme, reconnaissons que ces derniers temps l'Amérique latine nous épate. En élisant à la tête de l'Etat Michelle Bachelet, le Chili prend une sacrée longueur d'avance sur la France qui aurait de plus en plus tendance à oublier que "droit de l'homme" est un terme générique s'appliquant également aux femmes. Il suffit de voir le traitement ignoble réservé à Ségolène Royal par ses amis socialistes pour comprendre à quel point cette classe politique est incapable de conduire notre pays sur la voie d'un véritable changement.

" Il est plus que temps que s'exprime une volonté citoyenne récusant la confiscation du débat par des appareils politiques, petits ou grands, qui ne font que gérer leurs intérêts supposés du moment, alors que la société française va décidément mal ". Cette phrase concluait l'édito de Gilbert Wasserman dans Confluences. Membre de la commission " Europe " d'Attac, animateur de la revue " Mouvements et Confluences ", défenseur de candidatures du " non " de gauche aux prochaines élections, il est mort récemment d'une crise cardiaque. C'est souvent le sort réservé à ceux qui ont le cœur trop grand. Respect.

Francis DELL'EVA

# 78 Nord % passe à l'attac

Lettre 23 - février 2006

**CPE, nous sommes tous concernés**

LA POLITIQUE des gouvernements de droite, nous le savons, consiste à organiser systématiquement le démantèlement des acquis sociaux (réforme des retraites, attaques contre la Sécurité Sociale, etc.).

Après le CNE (Contrat Nouvelle Embauche), qui constituait déjà une grave remise en cause du Code du travail, le gouvernement Villepin vient d'élargir cette mesure en créant le CPE (Contrat Première Embauche, votée par le Parlement le 8 février 2006) qui concerne tous les moins de 26 ans. Il consiste en une période d'essai de deux ans, durant laquelle les jeunes seront soumis à toutes les volontés de leur employeur puisque celui-ci peut les licencier sans motif.

L'ESPOIR NE FAIT PLUS VIVRE



Pourtant, pour tout licenciement, même dans le cas d'un CDD, un motif est exigé par :

- la Convention de l'OIT (Organisation Internationale du travail),
- la Déclaration européenne des droits de l'Homme,
- le Code du travail.

Les jeunes de moins de 26 ans qui ont une qualification professionnelle ne se verront plus proposer des CDD ou des CDI mais des CPE, avec, pour corollaire, de ne pouvoir prétendre à un salaire correspondant à leur qualification, ou rétribuant leurs heures supplémentaires.

Tous ces jeunes se trouvent ainsi dans l'impossibilité de faire des projets d'avenir.

Chômage et précarité étaient déjà à l'ordre du jour du patronat. Villepin a trouvé mieux : un nouveau et incroyable dispositif de précarisation généralisée. Les jeu-



nes de moins de 26 ans en sont les premières victimes. Mais pour tous les salariés, Villepin prévoit de re-modifier

les contrats de travail en un contrat unique du même type que le CPE. Parallèlement il fait réécrire le Code du travail et il fera adopter en mai prochain un nouveau " code " à droits dégradés par ordonnances.

CNE/CPE, directive Bolkestein (appliquée pour les travailleurs polonais dans la centrale de Porcheville), entre autres, procèdent d'une volonté délibérée de domination de quelques privilégiés par la peur, l'insécurité sociale, poussant à la " servilité " une majorité d'exclus : les SANS (papiers, travail, logement), compromettant ainsi l'espérance de vie et le pouvoir de la donner.

La présidente du Medef, nous dit Gérard Filoche, ne veut plus de CDI, ni de durée légale du travail... Elle affirme que "la vie, la santé, l'amour sont précaires, donc ... pourquoi le travail ne le serait-il pas ?" C'est une apologie de la barbarie : car depuis l'aube des temps, les humains luttent contre la précarité de leur vie : ils ont inventé l'agriculture pour lutter contre la précarité de la cueillette, ils ont inventé l'élevage pour lutter contre la précarité de la chasse, ils ont lutté contre le froid, la faim, la souffrance, ils ont toujours lutté pour que leur vie soit moins précaire, y compris leurs amours ..., et il a fallu des décennies de combat pour imposer un droit minimum afin d'empêcher l'arbitraire et défendre le droit des salariés.

La philosophie du patronat, c'est la régression pure, un retour en arrière contre toute la marche de l'histoire.

Nous refusons cette vision inhumaine du monde que le système libéral cherche à imposer dans tous les domaines.

Gerty Krzywkowski - Jean Chaudieu

Retrouvez l'article de G. Filoche sur le site [http://www.democratie-socialisme.org/article.php?id\\_article=724](http://www.democratie-socialisme.org/article.php?id_article=724)

## Femmes précaires : une recette explosive

**L**E TRAVAIL FÉMININ n'est plus un travail d'appoint depuis belle lurette mais il se conjugue plus que jamais avec inégalités, aujourd'hui sources d'une précarité galopante. Tous les 8 mars, les chiffres toujours aussi désastreux issus de rapports sociologiques, de missions ministérielles bien intentionnées, permettent de pondre des lois, des projets inappliqués, voire inapplicables ...



Voici la recette à créer de la concurrence, de la résignation à l'exploitation capitaliste version féminine : Prenez 2 ingrédients de base : 80 % des smicards sont des femmes et 22 % d'écart entre les salaires hommes/femmes. Diluez bien avec pas mal de temps partiel (non choisi pour 90 %) accompli à 82 % par des femmes surtout dans les secteurs tertiaires (commerces, services) et les toutes petites entreprises. Assaisonnez bien avec missions d'intérim, CDD, horaires décalés, mauvaises conditions de travail, emplois sous-qualifiés, dus à des filières de formation inadéquates. Rajoutez à ça 2 millions de familles monoparentales dont 9 sur 10 sont des femmes, agrémentez de loyers exorbitants, de transports chers et fatigants. Pas la peine de mettre des crèches mais n'hésitez pas sur l'endettement, le poids des tâches ménagères toujours aussi peu partagées, les violences conjugales qui explosent ... Arrosez de fatigue chronique, déprimés et maladies, dues au stress et harcèlements en tous genres... Soyez inspirés : osez un petit goût nouveau avec le CNE, le CPE... N'oubliez pas les plus vulnérables, les retraitées, les immigrées, les veuves... Mélangez bien le tout avec de la peur. Servez ce ragoût indigeste de surexploitation à la sauce libérale. Il se décline dans le monde entier, et trop se résignent encore à l'avalier ...

Et maintenant, prenez les mêmes ingrédients et inversez carrément les doses (si vous avez peur, faites 50/50 !), enlevez ce qui a mauvais goût, rajoutez ce qui manque, ... indispensable : le bouquet de solidarité et de résistance collective, et vous aurez peut être une recette innovante pour que femmes, inégalités, précarité, ça ne tourne plus si bien ensemble... mais ce sera sûrement meilleur pour l'avenir de l'humanité !

Au fait, pourquoi donc ai-je écrit une recette de cuisine ? ... ah ! Le poids de l'éducation !

Fabienne LAURET

## Que cache cette boule de neige ?

**A** LA MI-DÉCEMBRE, la grande presse a fait mine de découvrir le montant de la dette nationale. Ce n'était pourtant pas un scoop, et surtout pas pour nous qui sommes intervenus, bien que sans réel succès, auprès du Bureau national pour qu'il aborde ce problème. Par contre, ce qui est nouveau, c'est qu'un Ministre des Finances ait le culot de charger un banquier de lui présenter un rapport sur l'état... des finances dont il a la charge ! Il est pourtant évident qu'il est mieux placé que quiconque pour le connaître !

Il dispose, pour faire fonctionner les services publics, du budget de la nation, qui est en déficit quand les "rentées" ne couvrent pas les dépenses. Et ce fut le cas au cours des trente dernières années : évalué en milliards d'euros, ce déficit était de 5,8 en 1975 et de 29 en 2000, avec un maximum de 49 pendant cette période, atteint en 1995. Le chiffre le plus récent que j'ai trouvé concerne ceux de 2003, le déficit prévu était de 44,5.

Quand bien même le déficit pour 2005 serait de cet ordre, c'est vingt fois moins que la dette, c'est même plus que mille milliards d'euros de moins. Il y a donc lieu, effectivement, de s'inquiéter, mais en se demandant comment des déficits annuels qui n'atteignent pas 50 peuvent générer une dette aussi lourde !!

Le rapport commandé par le Ministre à Michel Pébereau, président de la banque BNP-Paribas, donnait des perspectives : en 2015, la dette va atteindre un montant égal à la totalité de la richesse produite et au double en 2029. Va-t-on devoir produire alors deux fois plus et ne rien consommer de toute l'année, histoire d'éponger la dette ?

À cet affolement, les médias se sont empressés de faire écho, non pas - eux non plus - pour expliquer le mécanisme de la dette, mais pour afficher haut et fort que "la France vit au-dessus de ses moyens" et que ce sont nos enfants qui paieront nos dépenses. Quelques timides paroles de bon sens sont venues rectifier : un ancien Commissaire général au Plan a montré que les Français, achetant moins qu'ils ne produisent, vivent au-dessous de leurs moyens. Quant à savoir qui va payer la dette, il a été expliqué\* que si certains de nos enfants vont ployer sous le fardeau de cette dette, d'autres seront parmi ceux qui se partageront, dès cette année, les 39 milliards d'euros que nous allons leur offrir à ce titre.

Ainsi la douche froide a-t-elle bien été annoncée : certains vont devoir se serrer la ceinture. Mais pourquoi cette boule de neige qui transforme le déficit en une énorme dette ? Là-dessus, toutes les langues sont gelées. À nous de les dégourdir.

## Le MEDEF l'a voulu, la cour de cassation l'a fait

**S**OUVENEZ-VOUS de Michelin et Danone et leurs " licenciements boursiers " dont le seul but était d'accroître les profits. A l'époque, il y avait eu une telle indignation que la loi de modernisation sociale de 2002 en avait tenu compte. Mais la droite, même avec sa majorité absolue, n'avait pas, comme le voulait le MEDEF, totalement abrogé cette loi. Elle s'était contentée de l'adoucir (loi de cohésion sociale de janvier 2005).

Aujourd'hui, il s'agit de l'entreprise " les Pages Jaunes ", filiale de France Télécom. Elle s'était réorganisée en 2001 pour anticiper la concurrence d'Internet avec la mise en ligne de ses activités. Elle proposa alors des modifications du contrat de travail à près de 1000 salariés. Il s'agissait surtout de commerciaux chargés de recueillir de la publicité pour l'annuaire papier qui, de ce fait, allaient subir des baisses de revenu. 118 refusèrent ces modifications et furent donc licenciés. Ils contestèrent ces licenciements aux prud'hommes puis en appel. Les jugements des cours d'appel étant contradictoires (Dijon donnait tort aux salariés alors que Montpellier et Grenoble leur donnaient raison), l'ensemble est allé en Cassation, laquelle a confirmé la décision de Dijon. Elle a considéré que de telles réorganisations pouvaient désormais intervenir " pour prévenir des difficultés économiques à venir liées à des évolutions technologiques et leurs conséquences pour l'emploi, sans être subordonnées à l'existence de difficultés économiques à la date du licenciement ".

Autrement dit, l'employeur peut, en l'absence de difficultés vérifiables, licencier sur la seule affirmation qu'il va en avoir. Et, même si les juges sont incompetents en matière économique (ce n'est pas leur métier), c'est tout de même un juge qui devra entériner les prévisions patronales. Cette décision, basée sur le seul discours patronal privera les salariés et les comités d'entreprise de l'ultime recours qu'ils avaient de s'adresser à la justice.

Cette jurisprudence, en cohérence avec les nouveaux contrats Villepin permettant à l'employeur de licencier sans justification, élimine les obstacles à la toute puissance patronale en matière de licenciement. Un morceau supplémentaire de la protection au travail qui disparaît.

\* Arrêt n° 28 du 11 janvier 2006.

Gilbert RACHMUEHL

Retrouvez toute l'actualité du comité local sur notre site :  
[www.attac78nord.org](http://www.attac78nord.org)

\* dans *Le Monde* du 21/1/2005

## Hong Kong connection

SIX JOURS de négociations pour rien : Hong Kong n'a accouché que d'une baudruche pour les pays membres de l'OMC. Le cycle de Doha trouve là un piètre aboutissement. L'UE et les EU ressortent grandis et confirmés dans leur domination ultra libérale du monde.

R.M. Jennar, dans ses " notes de Hong Kong ", fait un bilan en trois points que l'on peut résumer ainsi :

1. Les libéraux occidentaux de droite comme de gauche ont réussi à contrôler les populations en imposant leurs produits (agricoles, manufacturés, services) tout en appauvrissant les pays les plus pauvres. Le " paquet développement " prôné par les européens se révèle être, sinon un cadeau empoisonné, du moins un paquet vide. Quant aux pays qui, comme le Brésil ou l'Inde, n'attendent que ces accords pour rentrer dans le club des puissants, leur retournement a déstabilisé bien d'autres pays réellement en danger.

2. L'UE et les EU ont maintenu leur pression sur les pays producteurs de leur propre survie. Malgré la tentative de regroupement de ces pays, le rapport de forces était inégal et chacun préféra essayer de sauver ses propres intérêts. Quant à l'abaissement des droits de douane sur les produits manufacturés, il induira la désintégration des économies locales (ex. : les cotonniers).

3. Le dialogue fut illusoire, notamment avec la " fausse bonne nouvelle " de la fin des subventions à l'export jusqu'en 2013, alors que le but caché se situait au niveau des services et de notre " amie " l'AGCS, dont l'annexe C du texte préliminaire fut en fait au centre des débats. Même si le Venezuela et Cuba, entre autres, tentèrent de bloquer le sujet, le train de la libéralisation totale était sur les rails.

En conclusion, l'unique aboutissement de cette conférence fut une désolidarisation des pays pauvres : diviser pour mieux régner...

A Hong Kong, la police réprima les altermondialistes et les paysans coréens, mais si leurs yeux s'étaient tournés vers le quartier du Wanchai, ils y auraient vu les véritables délinquants : Pascal Lamy et les négociateurs de l'OMC.

Retrouvez Raoul-Marc Jennar sur le site [www.urfig.org](http://www.urfig.org) ou sur le site d'Attac France.

Pascal VARALLI

## Loi SRU : touchée, bientôt coulée ?

RAPELONS LA RÉALITÉ qui fait mal : selon l'INSEE, la France comptait en 2002 3,5 millions de mal logés (cumul des SDF, hébergés d'urgence, logés chez un tiers, etc). La spéculation immobilière et la précarité accroissent sans cesse le besoin de logement social. La loi SRU (Solidarité Renouvellement Urbain), votée en 2000 contraint chaque commune de plus de 3500 habitants (1500 en région parisienne) à posséder au moins 20 % de logements sociaux d'ici 2020, sous peine d'une pénalité de 152 € par an et par logement manquant.

Dans les Yvelines, le taux moyen de ce type de logement est de 22.2 %. Sur 75 communes concernées, 49 étaient sous la barre des 20 % fin 2005. Quelques exemples de disparité en Val de Seine : Andrésy : 13.5 %, Buchelay : 7.5 %, Conflans : 19.9 %, Houilles : 11.9 %, St Germain : 18 %, Poissy : 42 %, Les Mureaux : 46 %, Le Vésinet : 8 % et Triel : 7.4 %.

Au lieu de renforcer la loi par l'augmentation des pénalités, l'Assemblée Nationale a préféré fin janvier un torpillage en règle. Le principe d'appliquer le quota de 20 % au niveau de l'intercommunalité a certes été évité, mais celui de compter comme logement social un " logement vendu et construit dans le cadre d'opération d'accès sociale à la propriété " est désormais acquis. Un logement social n'est-il pas, par définition, destiné à ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter ?

Avec un programme de démolition des logements sociaux sans reconstruction du nombre correspondant, la priorité donnée aux logements intermédiaires et la remise en cause de la loi SRU, M. Borloo aura bien du mal à nous faire gober qu'il mène une politique pour les plus démunis.

Philippe COUZINOU



## Au secours, Bolkestein revient !

Nous partîmes à 9 du 78 Nord, rejoints par des centaines dans le train et défilâmes à plusieurs milliers - dont de très nombreux "attaciens" allemands et français - dans les rues de Strasbourg, samedi 11 février 2006, pour la 1ère euro manif contre la directive scélérate sur les services dite "Bolkestein". Pour que le combat soit gagnant, la mise en oeuvre du mot d'ordre de notre banderole semble indispensable !... Affaire à suivre entre les méandres des instances européennes et la détermination des altermondialistes. Après le succès de la seconde manif du mardi, le Parlement a superficiellement revu sa copie mais le combat doit continuer !

Fabienne

## Presse : attention danger !

LES OGM sont inconstitutionnels : C'est le titre d'un article du monde daté du 19/1/06 en page 20 (à la rubrique débats), avec en sous-titre : " la justice a relaxé les faucheurs volontaires et reconnu la nécessité de leur action. Fin annoncée des semences transgéniques ".

Presse - Attention Danger : si l'article est apparemment signé par Francine Bavay, Yves Contassot et François Dufour (bien connus pour leur résistance active contre les OGM en plein champ) parmi d'autres faucheurs volontaires, on peut aisément douter que ce titre et son sous-titre aient été choisis par eux.



En effet, le lecteur consommateur sensibilisé anti-OGM peut ainsi croire que la bataille est gagnée, alors qu'au contraire, le gouvernement prévoit de rendre les OGM constitutionnels au printemps, en transposant la directive européenne après un simple débat parlementaire ; cette directive obligera tous les états membres à permettre la mise en culture en plein champ des OGM autorisés par l'union européenne, avec tous les risques de dissémination. Et alors... Le Monde titrera " les OGM sont maintenant constitutionnels " ...

Un vrai débat démocratique est nécessaire afin que chacun puisse se faire son opinion sur le sujet.

Après l'incroyable victoire des faucheurs d'Orléans en décembre et des 9 de Guyancourt ce 12 janvier, il faut d'autant plus se préparer à la riposte que les " Monsanto et compagnie " ont fait appel.

Le site " [9deguyancourt.org](http://9deguyancourt.org) " vit toujours et nous approvisionnons aussi notre site " [attac78nord](http://attac78nord) " : allez y chercher des infos.

Autre moyen pour gagner cette grande bataille : signer la pétition pour l'étiquetage des produits animaux et issus d'animaux sur [www.detectivesOGM.org](http://www.detectivesOGM.org).

Patrick VACHON

## Mittal-Arcelor, l'autre cauchemar de Darwin

LA STRATEGIE de Lisbonne qui prône, je cite " une économie compétitive fondée sur la connaissance " vient d'en prendre un sacré coup. Le projet de rachat d'Arcelor par Mittal apporte la preuve irréfutable du fossé qui sépare les tartarinades de nos dirigeants du lamentable abandon aux règles du marché dont la sidérurgie européenne fait aujourd'hui les frais.

Un bref rappel des étapes qui ont conduit à ce fiasco suffira à éclairer ceux d'entre nous qui sont le moins accoutumés aux questions économiques.

En 1978, 70 milliards de francs sont versés par les contribuables pour assurer les pré-retraites des salariés d'Usinor licenciés pour cause de restructuration féroce. Plus tard, 30 autres milliards sont engloutis pour recapitaliser l'entreprise.

En 1995, l'Etat français, sur les conseils de Francis Mer, PDG d'Usinor, cède 55 % du capital pour ... 10 milliards de francs. Enfin, les derniers 6 % que possède l'Etat sont vendus par Dominique Strauss Kahn. Coût total de l'opération... 90 milliards de francs.

En 2002, lors de la naissance du groupe Arcelor, pas une voix ne s'élève pour souligner l'extrême fragilité d'une société dont 80 % des actions sont dispersés sur le marché.

Personne non plus pour demander que l'acier fasse partie de la liste des secteurs stratégiques de l'UE qui autorise les états à prendre des mesures anti-OPA, liste qui rencontre d'ailleurs à Bruxelles l'opposition acharnée de la Commission.

Rien ne s'oppose plus désormais à l'absorption d'une société dont la rentabilité est excellente, la production la meilleure du secteur, et qui est la seule à avoir signé un accord de responsabilité sociale mondial (Arcelor) par une entreprise endettée, très peu performante, où les droits sociaux sont à géométrie variable (Mittal). Bref, un autre cauchemar de Darwin.

Cerise sur le gâteau, Mittal n'achètera pas Arcelor avec du bel argent car la société est fauchée, mais simplement en proposant aux actionnaires l'échange de leurs titres Arcelor (estimés par l'acheteur au double de leur valeur actuelle) contre des titres de la nouvelle société qui sera créée par la fusion.

En clair, c'est la valorisation apportée à Mittal (endettée) par Arcelor (prospère) qui paiera en grande partie l'achat de cette dernière.

Des milliers d'emplois supprimés, des milliards de francs dépensés en pure perte, tout un secteur stratégique abandonné aux errements du capitalisme le plus absurde, mais cette affaire aura tout de même fait, en plus des fonds de pension et des intermédiaires divers et variés (banques, agences de communication) 2 heures de marque : il s'agit du président de la Commission européenne, Mr José Manuel Barroso, et de son commissaire à la concurrence, Neelie Kroes, qui ont déclaré dernièrement leur hostilité aux " champions nationaux ".

Ils sont servis.

Francis DELL'EVA

## Les activités du groupe de Houilles

DEPUIS QUELQUES MOIS, nos réunions mensuelles se sont enrichies grâce à une série d'exposés, pris en charge par différents membres du groupe, et traitant des sujets qui passionnent tous les participants : l'OMC et la directive Bolkestein, les OGM, le développement durable... Ainsi, nos connaissances se trouvent-elles enrichies, approfondies, et les débats ouvrent des perspectives en apportant des points de vue variés. Chacun peut donc faire avancer sa réflexion. Il est dommage que ceci ne touche pas un plus grand nombre d'habitants de Houilles qui pourraient y trouver d'excellentes ressources pour élever leur conscience politique et citoyenne !

La coopération avec le collectif du 29 mai se poursuit et des réunions publiques sont et seront organisées en commun. Le logement social sera le thème de l'une de ces prochaines réunions, ainsi que de celle de notre groupe en mars.

En décembre, nous avons organisé la campagne pour la Votation Citoyenne : ceci a été l'occasion de rencontres et d'une présence effective sur les lieux les plus fréquentés (marchés, gare).

Quant aux changements politiques survenus en Amérique du Sud, ils nous réjouissent, suscitent un grand intérêt de notre part et feront l'objet de futurs exposés-débats.

Martine RAMIREZ

## Dernières nouvelles du site attac78nord

NOTRE SITE a maintenant 4 mois. Il offre un ensemble de rubriques, bien sûr encore à des stades d'avancement différents, mais qui s'étoffent quotidiennement d'articles, de brèves et d'infos.

À partir de 3 rubriques thématiques, vous accédez aux sujets sur lesquels notre Comité local travaille : **les droits fondamentaux** (l'éducation, l'environnement, dont les OGM, le logement), **l'économie** (la monnaie), **la politique internationale** (OMC avec l'AGCS, politique française, politique européenne avec les directives de la Commission).

Vous y trouverez également des documents et des vidéos à télécharger, une rubrique **Actualités** abordant les sujets brûlants du moment.

**L'agenda** vous indique les manifestations programmées dans les prochains jours et prochaines semaines. Nous citons également des liens vers des sites particulièrement intéressants et publions les articles les plus récents de certains d'entre eux.

Vos suggestions, idées, critiques, contributions seront toujours les bienvenues: déposez vos messages directement sur le site : vous pouvez y contacter l'auteur d'un article, le bureau ou le webmestre. Vous pouvez aussi vous abonner en ligne afin d'être régulièrement tenu au courant des nouveautés du site.

Et surtout, diffusez l'adresse autour de vous: [attac78nord.org](http://attac78nord.org). A bientôt en ligne.

Michel ROUX

## Agenda

**24/02/06** - 20h30 - Cinéville Conflans - soirée débat organisée par la LDH sur le thème de l'homosexualité au quotidien, autour du film " le bal des Chattes Sauvages " en présence d'Eddie Ait, Conseiller régional d'Ile de France, de Pauline Londeix, membre d'Act Up et Elisabeth Le Riboteur, membre de l'Autre Cercle

**03/03/06** - 20h30 - Cinéville Conflans - soirée débat organisée par la LDH avec la projection du film "Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés" de Sophie Bruneau et Marc-Antoine ROUDIL, inspiré du livre "Souffrance en France, la banalisation de l'injustice sociale" de Christophe Dejours (médecin psychiatre, directeur du Laboratoire de psychologie du travail au CNAM)

**07/03/06** - Journée nationale de mobilisation contre le CPE (manifestations, appels à la grève)

**08/03/06** - Journée internationale de lutte des femmes

**17-23/03/06** - Semaine contre le racisme et les discriminations

**19/03/06** - 14h00 - Dans ce cadre, forum à Cergy-Pontoise (sur la dalle de la Préfecture)

**08/04/06** - Journée internationale de lutte contre les OGM (pour plus d'infos, voir site <http://altercampagne.free.fr/>).

**Tous les 1ers lundis du mois** - 20h30 : réunion du FSL aux Mureaux, espace Gérard Philipe : travail sur la charte du FSL et priorités des engagements.

**Réunions de CA - 20 h00**

**15/03/2006**, Les Mureaux

**18/04/2006**, Conflans

**17/05/2006**, Les Mureaux

**Réunions ouvertes du comité local - 20h30**

**08/03/06** - Salle SRV, Les Mureaux - Dans le cadre de la journée internationale de lutte des femmes, projection du film de Marcel Trillat "Femmes précaires", 3ème volet d'une série sur le monde du travail (avec 300 jours de colère et Les Prolos) : 5 portraits poignants de femmes d'aujourd'hui, au travail et à la maison (vendeuse, serveuse, femme de ménage, hôtesse de caisse, trieuse à la poste). Le débat sera animé par la commission "Genre et mondialisation" d'Attac France.

**11/04/2006**, Conflans - Thème : Débat sur le revenu d'existence avec un film sur le travail (à définir)

**10/05/2006**, Les Mureaux - Thème : (à définir)